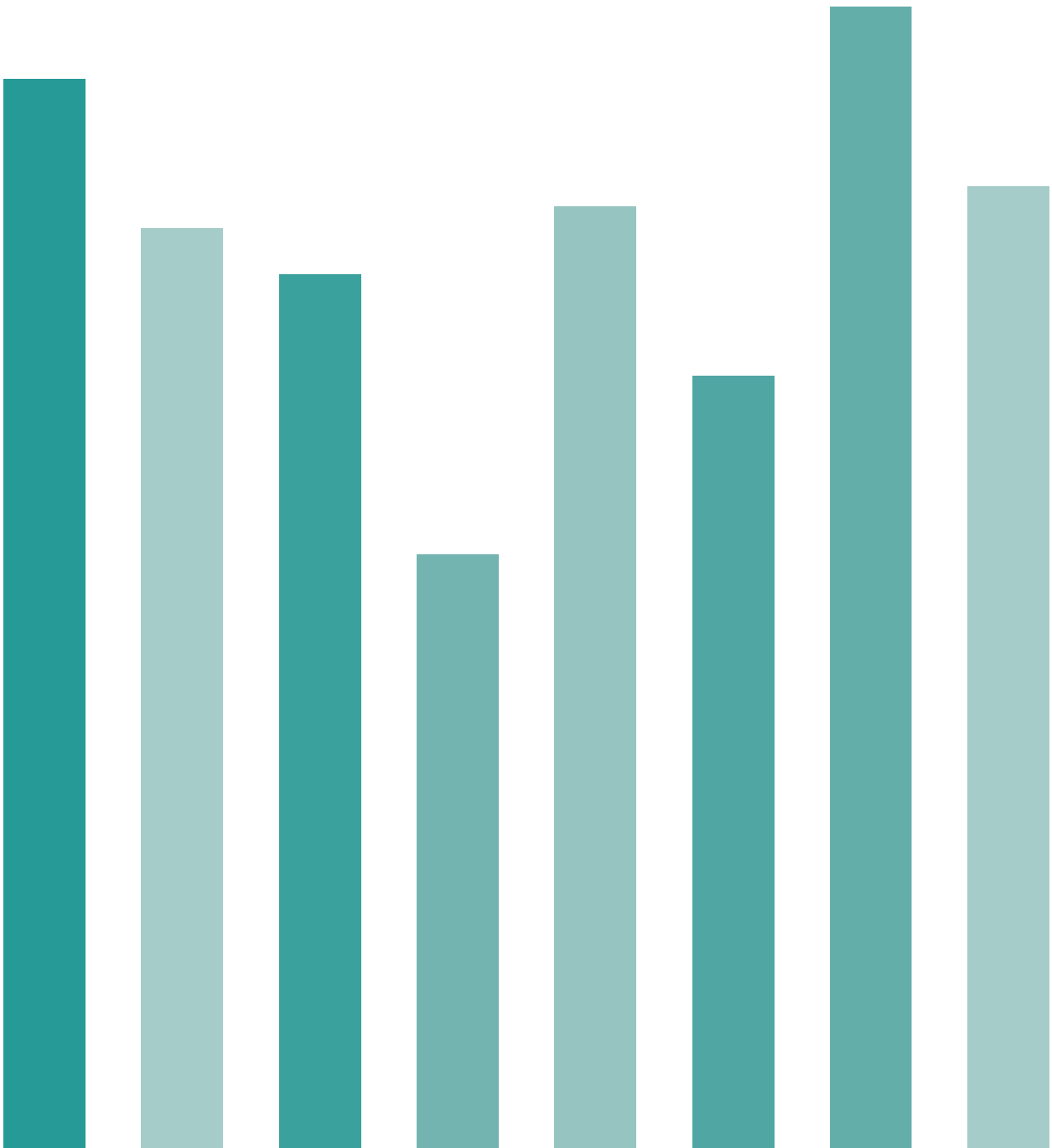


# 1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ce chapitre présente la place de la défense dans l'économie nationale à travers quelques données macroéconomiques telles que le Produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques et l'emploi.

Le compte satellite de la défense recense les masses dépensées par l'État dans l'exécution du budget de la défense (1.4).

Le Tableau des entrées-sorties (TES) permet de comparer la défense au reste de l'économie, les valeurs macroéconomiques des marges correspondent à celles des comptes nationaux.



## 1.1 L'évolution du Produit intérieur brut (PIB)

Les comptes nationaux présentent les agrégats dans **deux systèmes de prix** (valeur et volume). On dispose ainsi de :

- séries en **valeur** ;
- séries en **volume**, que l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) calcule aux prix de l'année précédente et auxquelles est appliquée une opération de « chaînage » à partir d'une année de référence choisie (ici 2005, pour laquelle les données en volume sont, par convention, égales aux données en valeur). De telles séries sont alors dites « **aux prix de l'année précédente, chaînés** » (voir le glossaire pour plus de détails sur ces questions).

Dans la suite de cet ouvrage, on se contentera de la mention « volume » ou « volume aux prix de l'année n-1 ».

Les données agrégées présentées ici le sont dans le système de comptabilité nationale en base 2005, mis en application par l'Insee.

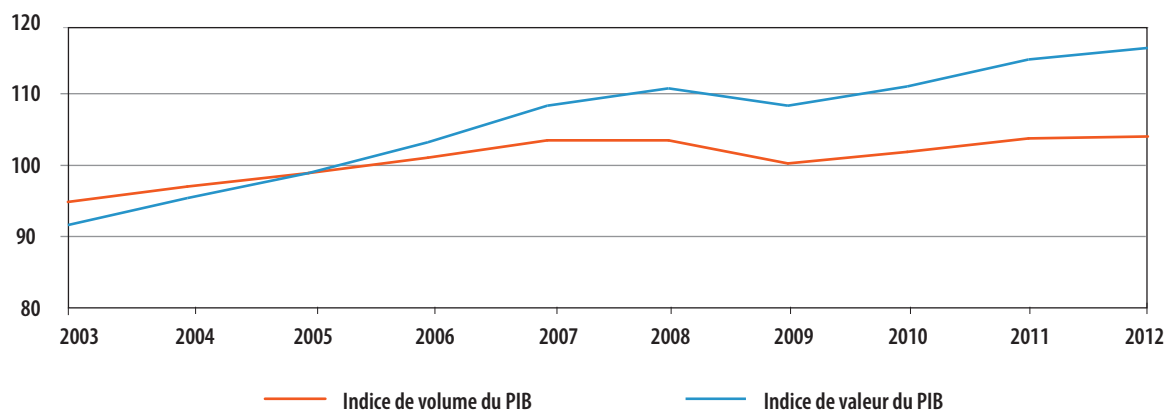
Les chiffres des comptes nationaux sont révisés tous les ans par l'Insee. Aussi, les chiffres présentés ici peuvent différer de ceux publiés dans l'Annuaire statistique précédent.

### Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en valeur et en volume

Année	PIB en valeur (en M€)	PIB en volume au prix de 2005 (en M€)	Indice de valeur du PIB (2005 = 100)	Indice de volume du PIB (2005 = 100)	Évolution en volume du PIB (taux de « croissance ») année n/n-1	Évolution du prix du PIB (2005 = 100)
2003	1 587 903	1 645 361	92,4	95,8	0,9 %	96,5
2004	1 655 572	1 687 230	96,4	98,2	2,5 %	98,1
2005	1 718 047	1 718 047	100,0	100,0	1,8 %	100,0
2006	1 798 116	1 760 429	104,7	102,5	2,5 %	102,1
2007	1 886 792	1 800 659	109,8	104,8	2,3 %	104,8
2008	1 933 195	1 799 206	112,5	104,7	-0,1 %	107,4
2009	1 885 763	1 742 584	109,8	101,4	-3,1 %	108,2
2010	1 936 720	1 772 639	112,7	103,2	1,7 %	109,3
2011	2 001 398	1 808 569	116,5	105,3	2,0 %	110,7
2012	2 032 297	1 808 820	118,3	105,3	0,0 %	112,4

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

### Évolution du PIB en indices base 100 en 2005 (indices de valeur et de volume)



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

## 1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense

Les dépenses publiques peuvent être évaluées selon deux méthodes : **les comptes nationaux**, où elles sont retraitées de façon à être rendues homogènes avec les autres agrégats macroéconomiques des comptes, et **l'approche budgétaire** classique où elles représentent les dépenses exécutées.

Ainsi, l'écart entre les montants de dépenses de l'État tels qu'ils figurent dans les comptes nationaux et dans les budgets exécutés correspond aux cotisations sociales imputées (fictives), aux dotations globales de fonctionnement (transférées aux collectivités locales) et aux comptes spéciaux du Trésor.

### Dépenses et recettes publiques au sens des comptes nationaux

en Md€ courants

Année	Administrations publiques (APU)			État		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
2003	848,0	783,0	-65,0	354,6	293,7	-60,9
2004	881,8	821,9	-59,9	375,6	323,4	-52,2
2005	920,4	869,4	-51,0	386,4	334,9	-51,5
2006	952,6	909,8	-42,7	379,8	331,5	-48,4
2007	992,6	940,7	-51,9	378,9	338,9	-39,9
2008	1 030,0	965,4	-64,6	397,4	333,9	-63,6
2009	1 070,6	928,0	-142,6	405,8	288,7	-117,1
2010	1 095,6	958,3	-137,3	454,1	332,4	-121,8
2011	1 118,5	1 012,7	-105,9	414,6	326,8	-87,7
2012	1 151,3	1 053,0	-98,3	421,2	341,2	-80,0

Source : Comptes nationaux - base 2005, Insee

Le solde des dépenses et des recettes des administrations publiques est le déficit public au sens de Maastricht : en 2012, il s'établit à -98,3 milliards d'euros (Md€), soit 4,8 % du PIB.

### Dépenses et recettes des budgets exécutés (opérations définitives hors FMI)

en Md€ courants

Année	Budget général de l'État			Budget de la défense <sup>(1)</sup>	Budget défense/ budget État en %
	Dépenses <sup>(2)</sup>	Recettes <sup>(3)</sup>	Solde général d'exécution	Total	
2003	278,3	221,6	-56,7	30,2	10,9
2004	288,4	243,0	-45,4	31,3	10,9
2005	294,3	249,1	-45,2	33,2	11,3
2006	272,9	230,4	-39,0	46,8	17,2
2007 <sup>(4)</sup>	337,4	299,2	-34,7	48,2	14,3
2008 <sup>(4)</sup>	348,1	291,1	-56,3	48,8	14,0
2009	367,1	237,2	-138,0	44,0 <sup>(5)</sup>	12,0
2010	425,7	274,9	-148,8	42,6 <sup>(5)</sup>	10,0
2011	365,4	275,2	-90,8	42,1 <sup>(5)</sup>	11,5
2012	374,2	286,0	-87,2	42,1 <sup>(5)</sup>	11,3

Sources : ministère de l'Économie et des finances, ministère de la Défense

(1) Jusqu'en 2005 selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors pensions), à partir de 2006 selon la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) y/c pensions.

(2) Hors remboursements et dégrèvements, y/c prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et des communautés européennes (PSR).

(3) Recettes nettes de remboursements et dégrèvements et hors PSR.

(4) Les données 2007 et 2008 sont retraitées en nouvelle nomenclature 2009, qui reclasse en recettes fiscales un certain nombre de recettes classées jusqu'alors en recettes non fiscales.

(5) Hors gendarmerie nationale pour les années 2009 à 2012.

En comptabilité nationale, les données relatives à la défense figurent dans les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale et leurs extensions) réparties par « fonction » ou domaine d'intervention des pouvoirs publics. Au niveau le plus agrégé, la Classification fonctionnelle des administrations publiques (CFAP)\* identifie un poste « Défense » ainsi qu'un poste « Ordre et sécurité publics » parmi une dizaine d'objectifs de politique publique.

(\*) Cette nomenclature est plus connue sous son acronyme anglais de COFOG pour « Classification of the Functions of Government ».

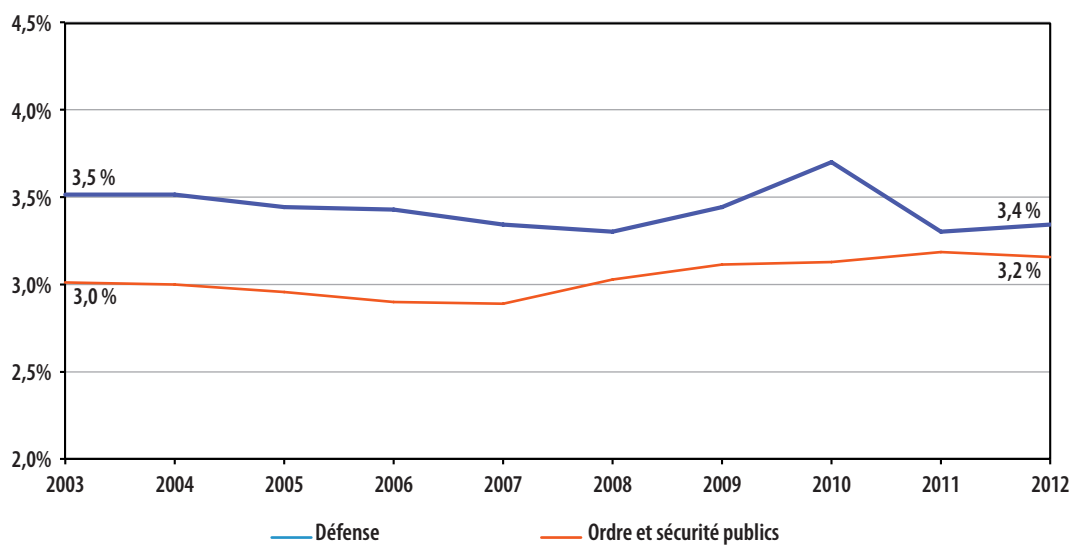
### Dépenses des administrations publiques par fonction de dépense

Année	en Md€ courants									
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Services généraux des administrations publiques	110,4	115,3	119,8	111,5	123,8	125,2	120,1	117,3	121,7	120,5
<b>Défense*</b>	29,8	31,1	31,7	32,7	33,2	34,0	36,8	40,5	37,0	38,6
<b>Ordre et sécurité publics*</b>	25,8	26,4	27,2	27,6	28,7	31,2	33,4	34,2	35,6	36,3
Affaires économiques	56,9	57,4	62,1	62,9	62,5	64,4	72,9	74,5	70,7	75,3
Protection de l'environnement	14,3	15,3	16,6	17,9	18,1	19,2	20,6	21,4	21,8	22,3
Logements et développement urbain	30,7	32,6	33,7	35,7	37,0	38,9	39,1	37,9	38,3	39,3
Santé	121,0	127,0	133,3	138,7	143,8	147,8	152,9	158,4	164,0	168,4
Loisirs, culture et religion	20,1	21,0	22,3	25,9	27,1	28,5	27,2	27,8	29,0	29,5
Éducation	96,3	97,3	100,2	103,5	105,1	109,5	116,2	119,3	121,1	124,8
Protection sociale	342,7	358,4	373,5	396,2	413,2	431,3	451,4	464,2	479,2	496,3
<b>Total</b>	<b>848,0</b>	<b>881,8</b>	<b>920,4</b>	<b>952,6</b>	<b>992,6</b>	<b>1 030,0</b>	<b>1 070,6</b>	<b>1 095,6</b>	<b>1 118,5</b>	<b>1 151,3</b>

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

\* La gendarmerie nationale est entièrement incluse dans la fonction « Ordre et sécurité publics ».

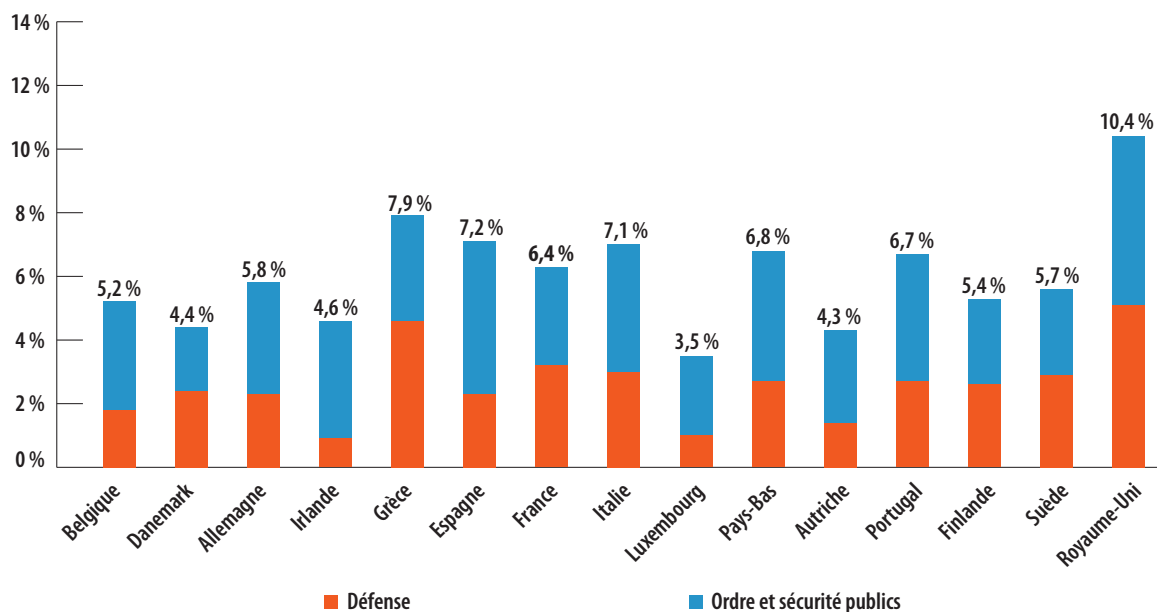
### Poids des dépenses de défense et de sécurité dans la dépense publique



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

En 2011, l'ensemble des dépenses pour la « Défense et sécurité » représentait 6,4 % du total de la dépense publique française, autant que la moyenne européenne des 15 pays de l'ancienne UE : le Royaume-Uni consacre une part importante de ses dépenses publiques aux fonctions de « Défense et sécurité » (10,4 %), devant les pays du Sud de l'Europe, Grèce (7,9 %), Espagne (7,2 %) et Italie (7,1 %).

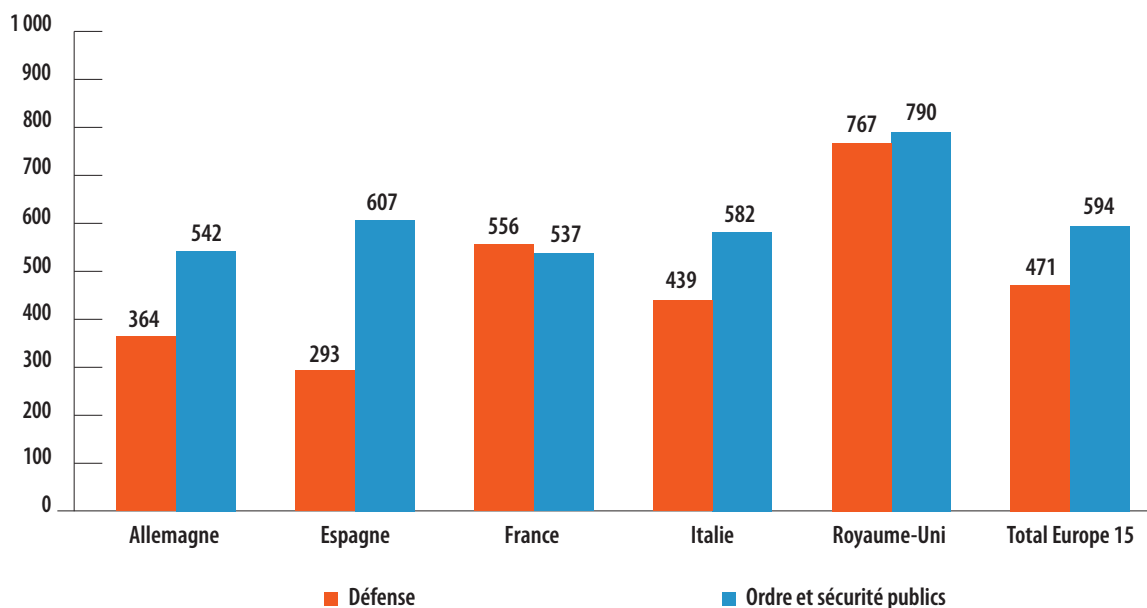
### Les dépenses publiques consacrées à la « Défense et sécurité » dans l'Europe des Quinze en 2011



Source: Eurostat

### Dépenses publiques de « Défense et sécurité » par habitant en 2011 dans les principaux pays européens

Montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, en euros français



Source: Eurostat

### 1.3 L'évolution de l'emploi total, de celui des Administrations publiques (APU) et de la défense

Pour les comptes nationaux, on parle à propos d'effectifs employés de l'**emploi intérieur**, c'est-à-dire de l'ensemble des personnes physiques, résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente (voir glossaire). Il s'entend pour la France entière, DOM-COM compris.

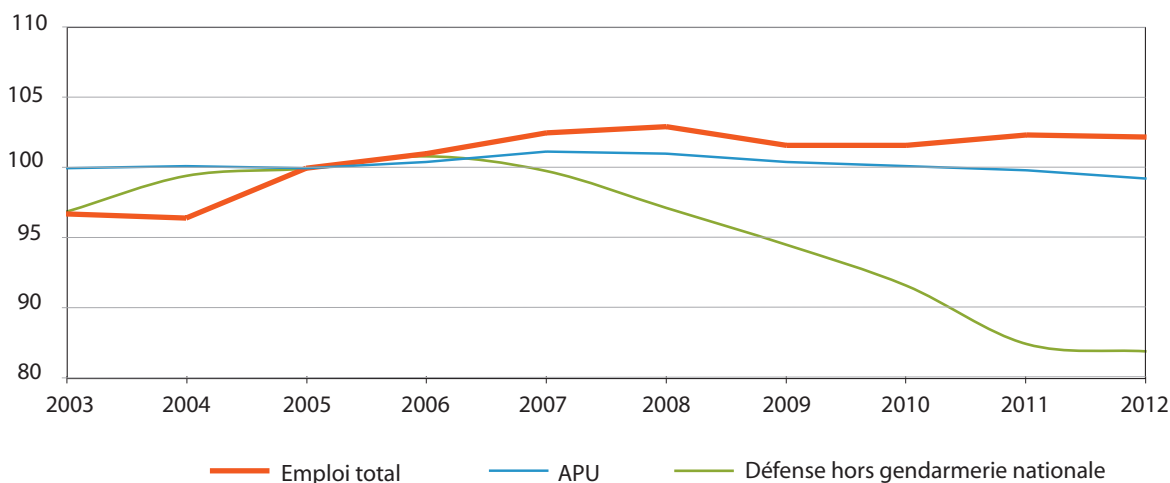
L'emploi intérieur est mesuré en moyenne annuelle, comme la plupart des agrégats issus des comptes. L'emploi de la défense est calculé à partir des statistiques de rémunérations, et comprend l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère. La présentation détaillée de ce dernier figure dans le chapitre 4.

**Évolution de l'emploi intérieur total, des administrations publiques et de la défense**  
Milliers de personnes en moyenne annuelle (sauf indication contraire)

Année	Emploi intérieur total	Emploi des administrations publiques	Emploi de la défense
2003	26 137,0	5 927,6	330,1
2004	26 175,5	5 939,5	339,0
2005	26 348,7	5 928,8	340,7
2006	26 633,5	5 954,7	343,7
2007	27 005,6	6 003,0	340,1
2008	27 137,3	5 993,2	331,2
2009	26 782,7	5 956,0	322,3
2010	26 797,8	5 937,8	312,4
2011	26 965,8	5 919,0	298,2
2012	26 955,8	5 883,5	296,4

Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee et ministère de la Défense

Évolution de l'emploi total, des administrations publiques et de la défense  
(indices base 100 en 2005)



Source: Comptes nationaux - base 2005, Insee

## 1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : la défense dans la comptabilité nationale

### 1.4.1 La production du service de défense

Service public financé par le budget de l'État, la défense a une production évaluée par ses coûts.

Le compte satellite transcrit les masses d'exécution du budget de la défense, ventilées selon les nomenclatures de comptabilité nationale en vigueur, fournies par la Direction générale des finances publiques (DGFIP). La production du service de défense est égale à la somme de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée, constituée en quasi-totalité de la rémunération des salariés.

Les statistiques présentées dans cet annuaire sont établies en base 2005 de comptabilité nationale et non pas dans la nouvelle base 2010 publiée par l'Insee en mai 2014. Dans cette base 2005, l'acquisition des biens militaires est assimilée à une consommation intermédiaire (voir glossaire) et non à un investissement (Formation brute de capital fixe [FBCF]) : on considère que les biens militaires sont à usage unique et consommés dans leur année d'acquisition pour produire le service de défense. En base 2005, seuls les biens duaux, utilisables dans la sphère civile (bâtiments, équipements portuaires et aéroportuaires, véhicules non blindés, matériel technique d'usage général), sont considérés comme de l'investissement. La nouvelle base 2010 diffusée par l'Insee en mai 2014 (mais non encore prise en compte dans cet annuaire) corrigera partiellement cette convention : les biens d'équipement lourd à usage exclusivement militaire tels que chars, avions de combat, navires de guerre et missiles nucléaires balistiques, seront considérés comme de l'investissement et contribueront donc au PIB.

La production du service de défense est au total de 27 Md€ en 2011. Ce chiffre est repris dans l'élaboration du Tableau des entrées-sorties (TES) à la fin du chapitre.

L'investissement (pour des biens duaux) s'élève à 1,6 Md€. Avec les transferts, il permet de rapprocher la production et les données budgétaires.

Les dépenses exécutées hors pensions s'élèvent à 32 Md€ en 2011 et à 41 Md€ pensions comprises.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget exécuté en 2011, selon les rubriques et concepts de comptabilité nationale en vigueur (base 2005).

#### Le budget de la défense ventilé selon les rubriques de comptabilité nationale (année 2011)

	en M€ courants
Consommation intermédiaire	14 919
Rémunération des salariés	11 651
Impôts sur la production	124
<b>Production du service de défense</b>	<b>26 694</b>
FBCF (investissements duaux)	1 629
Transferts courants*	3 354
Transferts en capital	461
Remboursement Onu / coopération internationale	-87
<b>Total</b>	<b>32 050</b>
Pensions* militaires et civiles (y/c ouvriers)	9 092
<b>Total (y compris pensions)</b>	<b>41 142</b>

Source: Direction générale des finances publiques (DGFIP), traitement Observatoire économique de la défense (OED)

\* Hors versements aux fonds spéciaux de retraite, au titre des cotisations employeurs.

En 2011, la consommation intermédiaire baisse de 2 % en volume, c'est-à-dire en tenant compte des prix (le déflateur retenu est le prix du PIB). Les rémunérations des salariés comme la valeur ajoutée diminuent également de 2 % en volume du fait de la réduction des effectifs.

### Production du service de défense (en volume)

en M€ constants 2011

Année	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée	Production
2002	13 340	16 617	29 957
2003	14 110	16 863	30 973
2004	15 008	17 039	32 047
2005	15 719	17 048	32 767
2006	15 505	17 022	32 527
2007	15 211	16 795	32 006
2008	14 739	16 182	30 921
2009	16 574	11 970	28 544
2010	15 293	11 951	27 244
2011	14 919	11 775	26 694

Source: DGFIP, traitement OED

### 1.4.2 Les achats du ministère de la Défense

En 2011, la part de la maintenance dans les dépenses d'équipement militaire a rejoint la part de l'acquisition.

#### Répartition des dépenses d'équipement par matériel et part de la maintenance par produit, en 2011

Produit	Part de l'acquisition Titre 5	Part de la maintenance Titre 3	Total équipement militaire Titres 3+5	Part du produit en % dans la dépense totale
Équipement naval	52	48	100	13
Équipement aéronautique et spatial	34	66	100	30
Armes, munitions, véhicules blindés de combat	75	25	100	17
Électronique, optique et appareils de mesure	37	63	100	18
Recherche, études, développement en cours	63	37	100	22
Ensemble	50	50	100	100

Source: DGFIP, traitement OED



### 1.4.3 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le Tableau des entrées-sorties (TES)

Le Tableau des entrées-sorties (TES) retrace l'équilibre macroéconomique en ressources et en emplois des biens et des services. Il est constitué de trois tableaux :

- le tableau des ressources en produits, ventilées principalement en production nationale et importations ;
- le tableau des emplois finals qui présente les différentes utilisations des produits par les secteurs institutionnels. Ces utilisations sont la consommation finale et l'investissement (des ménages et des administrations), les variations de stocks, les exportations ainsi que la consommation intermédiaire (le tableau ci-dessous ne détaille que la consommation finale des administrations et les exportations, les achats de produits d'armement par le ministère n'étant pas classés en investissement mais en consommation intermédiaire) ;
- le tableau des entrées intermédiaires qui ventile l'utilisation intermédiaire des produits par chaque branche d'activité.

Un TES spécifique de la défense peut être établi. Il identifie trois acteurs : le ministère de la Défense, en tant qu'APU, qui fournit un service non marchand de défense, les industries de l'armement, qui vendent à l'État le matériel militaire commandé, le reste de l'économie, par solde entre l'ensemble de l'économie et les acteurs de la défense.

**Compte satellite de la défense**  
**Tableau des entrées-sorties (TES) – année 2011**

en base 2005									en Md€			
Ressources en produits					Consommations intermédiaires				Emplois finals			
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la Défense	Industrie de l'armement	Reste de l'économie	TOTAL	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	26,7			26,7					26,7			26,7
Produits d'armement <sup>(1)</sup>	16	1,4	1,2	18,6	11,1	7,9		19,0		-4,2	3,8	18,6
Reste de l'économie	3612,9	491,3	206,4	4310,7	3,8	4,8	1 834,3	1 842,9	463,3	3 331,9	534,5	4310,7
<b>TOTAL</b>	<b>3655,6</b>	<b>492,7</b>	<b>207,6</b>	<b>4 356</b>	<b>14,9</b>	<b>12,7</b>	<b>1 834,3</b>	<b>1 861,9</b>	<b>490</b>	<b>3 327,8</b>	<b>538,3</b>	<b>4356</b>
Valeur ajoutée					11,8	3,3	1 778,7	1 793,8				
dont valeur ajoutée de défense					15,1				Valeurs ajoutées 1 793,8			
Production disponible					26,7	16,0	3 613,0	3 655,6	Impôts sur produits 207,6			
dont production de défense					42,7				PIB 2001,4			

\* Consommation finale des APU

Source: Insee/DGA, traitement OED

(1) La production de produits d'armement est estimée à partir de l'indicateur de la Direction générale de l'armement (DGA) – cf. 5.1.3.

La part du domaine défense dans le PIB peut être appréhendée à partir de la somme des valeurs ajoutées des deux acteurs économiques « défense » que sont le ministère et les industries de l'armement.

La valeur ajoutée s'élève à 15,1 Md€ : 11,8 Md€ pour le ministère, et 3,3 Md€ pour l'industrie de l'armement. La part de cette somme dans le PIB est de 0,8 % en 2011 : la place de la défense se réduit une nouvelle fois, de 3 % par rapport à 2010.

La production de l'ensemble du domaine défense s'élève à 42,7 Md€.

Le TES peut être utilisé pour identifier les branches d'activité les plus impliquées en cas de variation des crédits alloués à la défense. En particulier, il fait apparaître la répartition des dépenses de consommation intermédiaire de défense (soit les commandes de l'État) :

- 11,1 Md€ à l'industrie d'armement (soit 74 %) qui incluent les dépenses en « Études et recherche » ;
- 3,8 Md€ au reste de l'économie, dont 0,9 Md€ dans les industries manufacturières hors armement.

